

Pour une croissance en Europe, il faudra une existence réelle de l'Europe.

La convergence est une réalité en Europe. C'est celle de la faible croissance

La convergence dans la zone euro, c'était une ambition de la construction de la monnaie unique. D'une certaine façon, ses promoteurs imaginaient que les contraintes créées par la gestion monétaire centralisée par une BCE « indépendante » allaient entraîner inmanquablement un alignement des fiscalités, des marchés du travail, des réglementations environnementales, des termes du commerce interne des pays membres. Cet alignement sur un modèle supposé sain et efficace – celui choisi par l'Allemagne – est loin de s'être développé, mais, aujourd'hui pourtant on constate une convergence. Qu'est-ce qui converge en Europe ? La croissance économique évidemment. Le président de la Banque Centrale Européenne n'a pu que le reconnaître la semaine dernière. Dans le langage d'un grand argentier, estimer que « la dynamique de croissance a ralenti », c'est annoncer une période de stagnation, sinon de récession sur l'ensemble de la zone. La convergence dans les chiffres...

Le moteur allemand a des ratés : il n'y a pas de modèle gagnant

D'une certaine façon, on peut dire avec les eurosceptiques les plus convaincus « on l'a voulu, on l'a eu ». Le deuxième trimestre a marqué une évolution très nette : l'Allemagne est rentrée dans le rang. L'évolution de son produit intérieur brut sera publiée jeudi. On sait déjà que la progression sera inférieure aux 0,8 % des trois premiers mois de l'année. Et c'est le cœur de l'activité qui a des ratés : la production industrielle n'a progressé que de 0,3 % en juin alors que les économistes attendaient

1,3 % et, sur le trimestre, le chiffre final sera inférieur de 1,5 % à celui des mois de janvier à mars. La tendance est là : les commandes à l'industrie se sont inscrites en recul de 3,2 %.

Le moteur de la croissance du continent se rapproche des deux grandes économies, l'Italie (avec un produit intérieur brut en recul de 0,2 % au deuxième trimestre) et de la France (qui devrait annoncer jeudi une stagnation ou une très modeste variation positive de 0,1 %).

Finalement, il n'y a pas de modèle ? Celui de l'Allemagne et de ses satellites d'Europe du Nord basé sur la rigueur salariale, celui de l'Italie qui engage seulement une réforme radicale de son droit du travail, celui des pays dits périphériques qui ont accepté l'effondrement économique pour espérer construire un vif rebond, celui de la France et de ses records sans cesse battus de prélèvements publics : tous ne tombent pas, mais tous sont touchés.

La BCE est mobilisée, mais la circulation de la monnaie ne se décréte pas

La médication absolue n'existe pas, le constat le démontre. Pourtant, il y a une mobilisation qui est réelle, c'est celle de la Banque Centrale Européenne, depuis maintenant deux ans et le fameux sauvetage de l'euro, l'institut d'émission s'engageant alors « à faire ce qui est nécessaire pour préserver l'euro ». Il y a eu

beaucoup de paroles et des actions – en particulier vis à vis du secteur bancaire – et des mesures non conventionnelles ont été annoncées pour cette automne.

L'assouplissement quantitatif (quantitative easing) à l'eurozone sera basé sur des rachats d'actifs qui visent à relancer finalement la circulation de la monnaie, c'est à dire le financement de l'économie réelle. Il ne sera pas anecdotique et, au moins sur le papier, les moyens sont là pour répliquer une stratégie à l'américaine. Les résultats à attendre ne seront pas automatiques et l'analyse de la réelle croissance retrouvée aux Etats-Unis fait débat, le rôle central de la politique monétaire étant mis en cause par certains économistes.

Sans aller jusque-là, il ne sera pas facile à la BCE d'obtenir du tissu économique une transformation en croissance des moyens mis à la disposition d'une industrie financière qu'elle va de fait subventionner encore davantage. Le crédit se contracte encore sur l'ensemble de la zone, par manque de demande autant que par prudence des prêteurs.

La supranationalité technocratique est un leurre, l'inexistence politique le handicap

Jeudi dernier, prenant en compte (encore avec mesure) la stagnation économique de la zone euro, Mario Draghi n'a pas voulu ou pas pu sortir de la ligne. Pour que les choses s'améliorent, il demande plus de supranationalité dans la gestion des économies. En d'autres termes, il voudrait imposer une politique unique validée par la technocratie de Bruxelles, résumée sous le vocable « des réformes de structure ». C'est évidemment bien illusoire. La crise financière a permis d'imposer la récession et l'appauvrissement aux maillons faibles de la zone monétaire. Personne ne peut imaginer d'écraser d'une façon similaire les populations italiennes et françaises depuis Francfort (siège de la BCE), même en utilisant le faux nez de l'administration de Bruxelles. Pour que l'Europe sorte par le haut, il lui faut exister, avec un modèle propre. Moins que jamais, l'euro peut être le « deutschmark über alles » que l'Allemagne semble vouloir imposer.

Le manque de modèle européen est d'ailleurs un facteur très aggravant pour son économie. On pourrait plutôt dire le manque de vision politique. L'alignement de l'Union sur la stratégie américaine dans le dossier ukrainien ignore les intérêts du vieux continent, coûte déjà cher et va coûter plus cher encore. En visant à étendre un conflit local, cette stratégie fait entrer les économies dans le jeu stérile des sanctions économiques vis à vis de la Russie. Directement affectées, l'économie allemande et celle de l'Italie le sont indirectement du fait de la récession que les sanctions vont provoquer dans l'ensemble de l'Europe centrale. Le moteur allemand de l'économie européenne qui a déjà des ratées se met en risque de caler et de faire caler l'ensemble.

Le pire n'est jamais sûr...

Quel irréalisme ! On ne peut que rappeler le discours de Moscou du général de Gaulle de juin 1966. Malgré la guerre froide (et chaude en Asie du Sud Est), la France s'engageait alors vis à vis de la Russie dans « la multiplication des échanges », son président affirmant que « les deux peuples avaient à faire ensemble des choses de premier ordre ». Tourner le dos aujourd'hui à ce réalisme économique sous le diktat américain reconstruit une alliance des pays hors OCDE, marginalisant durablement l'économie européenne vis à vis de la Russie, au profit de la Chine et des pays d'Amérique latine en particulier.

Plus d'Europe est certainement la solution. Mais pour qu'il y ait plus d'Europe, il faut que l'Europe existe et ce n'est pas la commission de Bruxelles et la BCE qui peuvent lui donner une existence, en se limitant à vouloir imposer aux populations « des réformes de structure ».

D'un point de vue plus prosaïque, l'accumulation des facteurs qui pénalisent la croissance du vieux continent explique le coup de mou des Bourses européennes et les records (à la baisse) des taux obligataires : moins de 1,06 % pour le Bund 10 ans et moins de 1,4 % pour l'OAT même échéance.

Doit-on abandonner tout espoir ? Assurément non, pour une zone économique (l'Europe) qui est la première du monde et qui, mécaniquement, bénéficie de la

dynamique américaine. Sans doute l'inquiétude des financiers fait-elle trop consensus pour ne pas être mise en défaut.

Le Premier ministre français tombe dans le pessimisme ambiant et, après deux ans de présidence de M. Hollande, Manuel Valls annonce pour la semaine prochaine un discours « de vérité aux Français », et d'alerte sur « le risque réel de déflation ». Pourquoi ne pas y voir un bon signal ? Après autant d'erreur de diagnostic, le passage de l'optimisme béat au pessimisme le plus absolu remplace un excès par un autre excès. Peut-être même les inquiétudes justifiées vont-elles imposer une vraie unité européenne pour trouver une voie de croissance qui doit être novatrice et pour être mobilisatrice.